



Laboratoire Africain de
Recherches en Cyberstratégie

L'Afrique est un théâtre techno-géopolitique stratégique. Les dirigeants du continent sauront-ils en tirer parti ?

Résumé :

Bien qu'elle soit la région la moins connectée à l'internet, la transformation numérique de l'Afrique est une frontière pour la géopolitique des technologies numériques. Le potentiel numérique de l'Afrique suscite un vif intérêt au niveau mondial, de même que la possibilité d'en accélérer le rythme et d'exploiter le marché du continent, qui compte plus d'un milliard d'habitants. Une multitude d'initiatives internationales ont été lancées et des investissements ont été réalisés pour connecter les Africains à l'internet. Entre-temps, la guerre en Ukraine a montré que les fournisseurs de services « neutres » de technologies numériques peuvent devenir et sont devenus de puissants acteurs de la gouvernance, capables de prendre des décisions unilatérales ayant des répercussions considérables sur les flux d'informations. Bon nombre de ces fournisseurs de services cherchent à répondre aux besoins de l'Afrique en matière d'infrastructures de connectivité, au-delà de l'offre de plates-formes de communication numérique. Les décideurs africains doivent veiller à ce que l'économie numérique de l'Afrique ne soit pas réduite à un pion sur l'échiquier géopolitique et à un simple champ de bataille pour la résurgence de la concurrence des grandes puissances entre les blocs géopolitiques. Les décideurs africains doivent également s'assurer que les lois et réglementations régissant les technologies numériques et le cyberspace sur le continent permettront de faire progresser les objectifs de développement politique et socio-économique de l'Afrique à l'ère du numérique, et doivent éviter d'utiliser ces réglementations pour exercer un « contrôle » sur l'activité en ligne des citoyens.

Mots clés :

Géopolitique, transformation numérique, cyberguerre, gouvernance, technologie, réglementation, cyberspace, économie.

Nanjira
SAMBULI

Extrait de la série « *Les effets de la guerre en Ukraine sur les pays africains* », de
Chris O. OGUNMODEDE .

Introduction

L'Afrique est considérée comme la région du monde la moins connectée à l'internet, malgré une croissance considérable ces dernières années. Mais malgré ce faible taux, le vaste potentiel de numérisation de l'Afrique, porté par une population jeune et interconnectée qui a grandi dans un monde globalisé, signifie qu'il ne peut être sous-estimé ou négligé en tant que frontière de la transformation numérique. À cet égard, la priorité immédiate de l'Afrique n'est pas seulement de connecter la population du continent aux outils et services numériques d'une manière abordable et inclusive ; il s'agit également de mettre le continent sur une trajectoire qui lui permettra de s'adapter à un paysage géopolitique en évolution rapide qui a des ramifications pour la technologie et l'économie numérique.



La résurgence de la concurrence des grandes puissances entre les principaux blocs géopolitiques du monde a des conséquences majeures pour l'avenir de l'internet en tant que ressource mondiale interopérable, ainsi que pour l'utilisation du cyberspace à des fins civiles et militaires. Par exemple, la « Route de la soie numérique » de la Chine, créée dans le cadre de son initiative « Belt and Road », l'initiative « Build Back Better World » des États-Unis et la « Global Gateway » de l'Union européenne ont toutes pour objectif de faire des espaces numériques de l'Afrique une frontière de la géopolitique de la technologie. Ces trois cadres contiennent des engagements en faveur des objectifs de transformation numérique de l'Afrique. Ces initiatives existent parallèlement aux efforts déployés par une série d'autres acteurs, notamment la Banque mondiale et son projet d'infrastructure numérique pour l'Afrique (Digital Infrastructure Moonshot for Africa), ainsi que l'entreprise Giga des Nations unies, qui vise à connecter les écoles du continent à l'internet.

Au-delà de l'investissement dans l'infrastructure internet, des efforts sont également déployés pour collaborer avec les partenaires africains afin d'élaborer des politiques et des stratégies de transformation numérique. La stratégie de transformation numérique de l'Union africaine pour l'Afrique (2020-2030) vise à créer un marché unique numérique africain que le partenariat de transformation numérique UE-UA qui en découle entend soutenir en « s'inspirant de l'expérience de l'UE avec son marché unique numérique ». Ailleurs, l'Inde cherche à exporter son « India Stack » vers les pays africains en tant que modèle pour la mise en place d'infrastructures publiques numériques.

Des acteurs du secteur privé de tous horizons géopolitiques ont également jeté leur dévolu sur le continent. Huawei, Google et Meta ont tous réalisé des investissements importants dans les infrastructures qui, espèrent-ils, stimuleront la connectivité internet de l'Afrique. Mais si ces investissements, ces partenariats et ces cadres de développement numérique témoignent d'une part de la confiance dans le potentiel numérique de l'Afrique, ils ouvrent aussi la voie à un « grand jeu » qui créerait des sphères d'influence technologiques dans un monde globalisé. Le potentiel du marché numérique de l'Afrique pourrait dépasser le milliard de personnes. Alors que les marchés saturent à l'Est et à l'Ouest, les géants technologiques de ces blocs économiques pensent que les frontières émergentes en Afrique et ailleurs présentent les opportunités les plus lucratives pour consolider leur base nationale et élargir leur empreinte mondiale.

À cette fin, de nombreux concurrents s'efforcent de présenter leurs produits numériques aux marchés africains et de s'en approprier la plus grande part possible. Ces considérations

soulèvent une question cruciale : comment l'Afrique peut-elle bénéficier des changements géopolitiques qui affectent le secteur technologique ? Comment les pays africains peuvent-ils garantir leurs intérêts numériques, étant donné que la plupart d'entre eux n'ont pas la souveraineté sur l'infrastructure internet qu'ils utilisent ? En dépit de la fracture numérique mondiale, les pays africains devraient se pencher sérieusement sur les conditions dans lesquelles l'accès à l'internet et les passerelles vers l'économie numérique sont fournis au public. Par exemple, les principaux fournisseurs de câbles internet sous-marins sur le continent comprendront Google - dont le projet Equiano s'étendra sur plus de 12 000 km à travers l'Afrique de l'Ouest - et 2Africa, soutenu par Facebook, qui, une fois opérationnel, sera le câble sous-marin le plus long du monde, avec des points d'arrivée dans 15 pays d'Afrique. Les infrastructures en nuage et les centres de données qui alimentent les services numériques et les infrastructures de télécommunications des gouvernements pourraient être dominés par Huawei. Comment les pays africains peuvent-ils protéger leurs intérêts numériques et éviter que leurs écosystèmes numériques ne deviennent un simple champ de bataille pour la concurrence des grandes puissances ?

La guerre en Ukraine donne un aperçu de l'avenir de la technologie numérique et du cyberspace, y compris en tant que sources de conflit. Google et Meta font partie des géants occidentaux de la « Big Tech » qui ont pris des décisions unilatérales ayant un impact sur la libre circulation de l'information, longtemps présentée comme un dividende de la numérisation. Les mesures prises par ces entreprises s'ajoutent à une liste de plus en plus longue d'(in)actions ayant des ramifications mondiales et pour lesquelles elles n'ont pas de comptes à rendre, en particulier au-delà des capitales occidentales, aux gouvernements comme à la société civile. Leurs actions concernant la guerre en Ukraine, quelle que soit la raison qui les sous-tend, reviennent essentiellement à imposer des limites à la communication ouverte par le biais des services de ces plateformes. L'exception bizarre de Meta à ses politiques de discours de haine, y compris un scénario où l'« expression politique » violente ciblant des officiels russes par des utilisateurs dans certaines juridictions, ainsi que l'éloge d'un bataillon ukrainien de droite sont autorisés, se distinguent à cet égard.

Les géants de la technologie affirment que l'objectif de ces politiques est de limiter la propagande de l'État russe, qui, jusqu'à la guerre, a permis à ces entreprises d'engranger des recettes publicitaires, mettant ainsi fin à l'illusion selon laquelle les entreprises technologiques sont des fournisseurs de services neutres. Et si les limitations imposées en Russie concernent les services et les plateformes, elles pourraient avoir des ramifications plus larges dans les

scénarios où ces entreprises sont également des fournisseurs de services d'infrastructure internet, comme ce sera probablement le cas en Afrique. Les mesures prises par la Russie à l'encontre de ces entreprises - interdiction de leur utilisation et de leur disponibilité en Russie - susciteront un sentiment d'inquiétude dans toute l'Afrique, où les gouvernements recourent régulièrement à des restrictions similaires sur les services internet. La récente fermeture de Twitter au Nigeria, suivie de la reprise de son service, illustre bien que lorsque les taureaux se battent, c'est l'herbe (en l'occurrence, les citoyens africains) qui en pâtit. Les nombreux partenariats numériques stratégiques que les gouvernements africains ont signés avec des entreprises technologiques chinoises font craindre qu'ils n'alimentent la répression numérique et le techno-autoritarisme, compte tenu de la volonté des gouvernements africains de contrôler l'activité en ligne des citoyens et de l'expérience des entreprises chinoises dans un pays qui a construit et maintenu la « Grande Muraille de Feu ». La question de savoir à quoi ressemblerait l'autonomie stratégique à l'ère numérique pour les pays africains mérite d'être posée, étant donné les innombrables dimensions de la vie sur lesquelles les technologies cybernétiques et numériques ont des ramifications, en temps de guerre comme en temps de paix. La trajectoire politique actuelle en Afrique est inquiétante.

De nombreuses lois et réglementations relatives aux technologies numériques et au cyberspace visent à entraver les libertés numériques et l'autonomisation, plutôt qu'à les favoriser. Qu'il s'agisse de taxes onéreuses, telles que les taxes électroniques imposées sur les transactions numériques, ou de lois sur la cybersécurité qui ciblent les citoyens privés pour une série d'infractions, notamment le terrorisme et l'« insulte » aux présidents, au lieu de renforcer les cyber-capacités, beaucoup trop de gouvernements africains agissent de manière dangereusement myope, réduisant les perspectives de débloquer la transformation numérique du continent et son potentiel pour stimuler l'innovation, la croissance économique et la prospérité partagée. Cette politique analogique paresseuse et dépassée à l'ère du numérique est une dépendance paralysante que les gouvernements africains feraient bien d'éviter.

Le désir de restreindre ou de contrôler la façon dont les Africains utilisent les plateformes numériques et les cyber-outils détourne l'attention de la tâche plus urgente qui consiste à garantir la souveraineté numérique de l'Afrique, ainsi que les possibilités de transformation numérique qui s'offrent à elle dans un paysage géopolitique en évolution rapide. Nous avons besoin de câbles sous-marins, de centres de données, d'infrastructures de télécommunications et d'autres technologies habilitantes pour combler les fractures numériques existantes et

émergentes, mais nous ne pouvons pas nous permettre d'être les laissés-pour-compte lorsque les tensions géopolitiques se rallumeront inéluctablement.

Conclusion

D'une certaine manière, les choix politiques nécessaires pour assurer l'avenir numérique de l'Afrique peuvent se résumer à des compromis. Par exemple, les gouvernements africains préféreront-ils continuer à réprimer et à surveiller leurs citoyens, ou bien tiendront-ils compte de ce qui est écrit sur le mur concernant les perspectives économiques et politiques dues aux multiples chocs de la pandémie COVID-19, au changement climatique, aux conflits politiques persistants, etc. Choisiront-ils de tirer parti des possibilités offertes par les technologies numériques pour inverser les sombres perspectives d'une population jeune et en pleine croissance ? L'avenir numérique des citoyens africains est plein d'incertitudes. Nous semblons n'être guère plus que des pions sur l'échiquier mondial, qui peuvent être sacrifiés à tout moment aux intérêts à court et à long terme de nos gouvernements et des grandes puissances de la politique mondiale. Une perturbation créative de notre prospérité analogique et numérique est notre meilleure, et souvent, notre seule défense.

LARC

À propos de l'Auteure :

NANJIRA SAMBULI est une militante kenyane, experte en Droit du Numérique et conseillère en technologie et politique au Global Partnership for Sustainable Development Data. Elle est engagée pour l'égalité d'accès à la technologie en Afrique et plaide pour une gouvernance numérique inclusive et équitable.

À propos du LARC :

Le LARC (Laboratoire Africain de Recherches en Cyberstratégie) est un cadre de réflexion, créé par votre serviteur et regroupant des chercheurs pluridisciplinaires, avec pour mission de décrypter, d'analyser et d'anticiper les enjeux de demain dans le cyberspace africain.

Pour soutenir les activités du LARC ou y contribuer par vos propres publications, visitez notre site web : <https://www.larc.africa>

Pour citer cet article :

Nanjira SAMBULI, « L'Afrique est un théâtre techno-géopolitique stratégique. Les dirigeants du continent sauront-ils en tirer parti ? », Note N° 14 — LARC, Novembre 2024.

Le droit d'auteur sur cet article est dévolu à l'auteur et au LARC. L'article ne peut être reproduit en totalité ou en partie sans l'autorisation expresse et écrite de l'auteur et des éditeurs.

Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du LARC, de ses administrateurs, ou de ses donateurs. Chaque auteur contribue aux publications du LARC à titre personnel.